



Liminaire CTL du 16 juillet 2019

Monsieur le président,

Ce CTL se déroule dans le contexte de la Géographie revisitée que la Direction Générale et le ministre souhaitent passer en force. La DG a lancé une campagne nationale de communication hors du commun, hautement mensongère, afin de leurrer les citoyennes et citoyens, les élu.es et les personnels sur les réelles intentions gouvernementales.

Sur les départements où les cartes des restructurations ont été dévoilées, les personnels ne sont pas dupes. Partout où cette entreprise de désinformation a été déployée, Solidaires Finances Publiques a fait un travail de décryptage et les élu.es locaux se rendent de plus en compte de l'enfumage dont ils sont victimes. En effet, ils sont de plus en plus nombreux à comprendre que les fameux « points de contacts » ou les Maisons Services France ne seront, en aucun cas, des structures de « plein exercice » mais tenues par des personnels non DGFIP sans véritable formation donc sans véritable technicité chargés de faire l'interface entre l'utilisateur et l'ordinateur... sauf quand les applications seront « en rade » ou en zone blanche.

Pour les DROM-COM, la Corse, les services centraux et la DRFiP75, aucune carte n'est divulguée à ce jour. Pour Paris, depuis le 11 juin, soit depuis plus d'1 mois, la communication ne cesse d'être annoncée puis reportée. Le 09 juillet, après de multiples demandes, les agentes et agents sont venus exiger des informations claires à Réaumur, mais sont hélas repartis avec l'annonce, quel étonnement, d'un nouveau report de communication en septembre...si Monsieur Darmanin daigne enfin vous octroyer le droit de révéler vos propres projets.

L'attente des collègues parisiens est d'autant plus forte qu'ils subiront les conséquences de la démétropolisation. En effet, Gérald Darmanin a l'idée lumineuse de sortir 3 à 4 000 agentes et agents de Paris et prétend ainsi participer au repeuplement administratif de la France dite périphérique. Cette proposition est vendue comme la réponse aux demandes formulées lors du grand débat, alors que loin d'améliorer le service public de proximité, il s'agit de délocaliser des missions sans lien avec leurs futurs territoires d'implantations. En parallèle, la DRFiP75 a prévu de supprimer le site de Boucry à l'horizon 2023, privant ainsi une nouvelle fois un arrondissement populaire d'un service public dont il a grand besoin. N'y voyez-vous là, aucune contradiction ?

Et à vrai dire, ce n'est pas la lettre de notre DG, M. Fournel, qui va nous rassurer, même si ce dernier nous indique que « *cette transformation est une opportunité pour*

les cadres et les agents de la DGFIP » car elle permettra, entre autres, d'exercer des fonctions différentes. Mais il feint de ne pas savoir que c'est déjà le cas de bien des collègues qui en font le choix et l'assument quand ils veulent une mobilité ou une promotion. Et, M. Fournel oublie dans son courrier, comme c'est bizarre, d'indiquer que désormais, si la géographie revisitée allait jusqu'au bout, ce sera imposé pour une majorité d'agentes et d'agents.

Et, tout comme vous M. Mariel, le DG veut nous rassurer en nous disant « qu'il n'y aura pas de mobilité forcée », ce qui est faux par définition. En obligeant, de fait, les agentes et agents à faire un choix entre un changement de métier, de résidence ou les 2 conjugués, M. Fournel met massivement en œuvre la mobilité forcée. Et quid des collègues qui ne pourront pas se rendre sur leur nouveau lieu de travail en raison de son éloignement par rapport à l'ancien ? Que deviendront ces collègues ?

Et n'oublions pas que pendant ce temps, le dépeçage de notre administration continue avec la mise en place d'une mission « France recouvrement » qui devra, d'ici 2022, lever tous les obstacles face à une unification des réseaux de recouvrement des Douanes, de la DGFIP et de l'URSSAF ou encore le départ, sans aucun doute dans les prochaines semaines, de la mission topographique vers l'IGN ou enfin, la fin du paiement en numéraire à la DGFIP.

Concernant l'ordre du jour de ce Comité technique local :

Si Solidaires Finances Publiques a décidé de siéger en deuxième convocation à ce CTL, ce n'est pas parce que nous croyons au pseudo « *dialogue social* » à la DRFIP. Nous savons, qu'en fonctionnaire loyal à votre Directeur Général et à votre ministre, vous mettez toute votre force pour mettre en œuvre la destruction de notre administration.

Nous sommes venus aujourd'hui, car nous sommes, avant tout, les porte-voix de l'ensemble des agentes et agents de Paris, et non les « *partenaires* » de la direction. Et en ce sens, nous souhaitons encore et toujours, vous faire part de leurs revendications, de leurs inquiétudes, de leurs mécontentements par rapport à vos projets malgré, comme d'habitude, vos documents lénifiants et vides de contenus. Car malgré vos « beaux discours », les fusions actuelles vont désorganiser leur travail, dégrader leurs conditions de travail en entraînant, dans la plupart des cas, une surcharge de travail.